

Conférence de presse de Marine Tondelier et des eurodéputé-es écologistes au Parlement européen

17 min · Ecologistes

Merci beaucoup de vous être rendus disponibles dans une journée que j'ai comprise très chargée. On est là pour parler de la vision écologiste de l'Europe. J'aurai quatre messages clés à vous transmettre, mais avant toute chose, peut-être vous dire deux mots sur le sens de ma présence ici aujourd'hui. Si je suis là, c'est qu'on estime que la question européenne doit être au cœur de la campagne présidentielle française. On est d'ailleurs, à ma connaissance, le seul parti politique qui, dans notre projet présidentiel, sur nos 577 mesures, avons tenu à en consacrer 10 % à l'Europe. C'est à dire que dans chaque partie de notre programme, il y en a plus d'une soixantaine, on a toujours des mesures dédiées, ciblées Europe. Donc, on conçoit bien les choses nationales et européennes ensemble, tout simplement parce que, déjà par principe, on pense que la question européenne doit être au cœur de la présidentielle française, mais aussi parce que la plupart des sujets fondamentaux qui sont en jeu dans cette échéance, doivent être appréhendés au niveau européen pour être appréhendés efficacement. On parle de défis colossaux qui vont du réchauffement climatique à la réindustrialisation du continent, en passant par la régularisation des oligarques de la tech, mais aussi la compétition entre grandes puissances, tous ces défis qui pourront se gérer qu'à l'échelle européenne. Et chacun doit être lucide la souveraineté française, à laquelle je sais que beaucoup tiennent énormément, nous y compris. Cette souveraineté française, elle ne peut pas exister en réalité sans souveraineté européenne. Et c'est pour ça que c'était essentiel pour moi de venir à Strasbourg, capitale européenne, à l'occasion du discours et du débat sur l'État de l'Union pour en parler. Et je suis d'ailleurs, pour tout vous dire, assez surprise d'être la seule candidate à la présidentielle qui ne soit pas députée européenne à être venue aujourd'hui. Cela étant dit, premier message clé que je voulais vous adresser concernant évidemment le discours du jour, je voulais souligner le décalage que j'ai ressenti, et je crois ne pas être la seule, entre le sursaut nécessaire et attendu, bonjour Mounir, de l'Europe et ce que nous avons entendu en réalité aujourd'hui. En fait, l'Europe, elle est encore trop spectatrice des crises qui nous affectent, et ce pour une raison assez simple que j'avais eu l'occasion d'analyser au printemps dernier dans un entretien que j'ai fait avec Enrico Letta pour la revue Esprit. On en avait beaucoup débattu et la réalité c'est que l'Europe en fait s'est habituée à la paix. L'Europe a intériorisé l'idée que la guerre elle appartenait au passé, ou qu'elle se déroulait ailleurs, loin de chez nous. Et à partir de là, du coup, elle a construit ces institutions, ces imaginaires politiques, ces priorités autour de ce qui n'était en fait pas un état de fait durable, mais une parenthèse dans l'histoire de notre continent. Et longtemps, du coup, l'Europe, elle s'est conçue et elle a été pensée comme un espace de règles, de marchés, un espace de droit, alors que le monde lui est redevenu un rapport de force permanent. Et donc, voilà, l'Europe c'était le commerce plutôt que le conflit, c'était le droit plutôt que le rapport de force, c'était l'interdépendance plutôt que la puissance. Mais ce que nous vivons aujourd'hui, du coup, ce n'est pas un basculement soudain, c'est une forme de réveil. Et le réveil, il est brutal parce que pendant des années, on s'est raconté à nous-mêmes que l'interdépendance allait suffire à provoquer de la stabilité. Force est de constater que ça n'est pas vrai. Et en réalité, on redécouvre que la puissance, elle n'a pas disparu, elle a juste changé de forme. Elle est militaire, bien sûr, mais elle est aussi énergétique, elle est industrielle, elle est technologique, elle est monétaire, elle est informationnelle. Et tous ces domaines-là, il faut se le dire clairement, ont été arsenalisés par des puissances auxquelles nous faisons face,

arsenalysés contre nous. L'Europe, ce que j'ai perçu ce matin, bonjour Mélissa, mais qu'on perçoie depuis longtemps, c'est qu'elle est en réalité hésitante entre deux récits. Soit l'Europe se contente d'être un grand marché, un grand marché qui protège ses frontières, qui amortit les chocs, c'est le modèle qui est défendu encore ce matin par Ursula von der Leyen, soit elle assume d'être une puissance démocratique, écologique, sociale, une puissance capable de proposer autre chose au monde que l'alignement ou l'impuissance. Et la bonne réponse européenne, du coup pour nous clairement, ça n'est ni la neutralité molle, ni la copie des empires, c'est pas de devenir une puissance cynique parmi d'autres, c'est au contraire de construire une puissance qui protège sans brutaliser, qui investit sans dévaster et qui se défend sans corrompre. Et la course à la dérégulation qui est promue par Ursula von der Leyen, elle n'est pas la seule, mais cette course-là, elle ne va pas nous rendre plus compétitifs. En fait, au contraire, elle nous conduira à l'abandon de standards sociaux, écologiques, démocratiques. Et le peuple européen et beaucoup de pays dans le monde souhaitent que nous assumions nos valeurs et nos standards qui en découlent. Moi, j'en suis convaincue, l'Europe, elle peut même être puissante que si elle assume et si elle défend ses valeurs et ses ambitions. Et le deuxième message clé sur lequel je souhaite insister, au nom des écologistes, c'est évidemment le péril de l'alliance brune auquel la droite européenne est en train de céder et auquel on est tous confrontés, que ce soit vu de l'Europe, vu de la France, ou vu, à mon avis, d'un certain nombre d'États -nombre, parce que sur les valeurs, sur les droits humains, il ne faut jamais oublier ce qui a motivé la construction de l'Union européenne. En tout cas, nous, écologistes, nous n'oublions rien. Et tous les renoncements auxquels on assiste ou qui menacent d'aller plus loin sur le plan des valeurs reviennent, en fait, à tourner le dos à ce qui constitue les fonds bâtismaux de l'Union européenne. Et face à la menace brune, eh bien, notre famille politique, elle est déterminée, elle est très réputée pour ça, déterminée à mener une bataille sans compromissions. Se dire, quand même, qu'évidemment, en tant qu'écologistes, dans n'importe quelle élection nationale, au même local, on s'intéresse à l'Europe, mais dire aussi que cette élection française-là précisément va avoir un gros impact sur l'Europe. Et je pense que c'est important qu'on s'y attarde, parce que, en fait, tout le monde l'a bien compris. Et ce n'est pas un hasard si Elon Musk, si Vladimir Poutine, si Donald Trump s'intéressent d'aussi près à l'élection française, et ce n'est pas juste qu'ils suivent son déroulement de manière curieuse. C'est qu'ils essayent vraiment d'en influencer le cours par des méthodes parfois légales, parfois beaucoup plus discutables, voire totalement illégales. Et ça, ça doit vraiment nous interpeller. Parce que moi, j'en ai marre d'entendre l'extrême droite, vous savez d'où je parle, moi je suis élue d'opposition à Inamomont depuis 2014, où je les combats au quotidien et chez moi, dans la ville où je suis née, où j'ai grandi, où j'habite. En fait, ils se présentent souvent comme un des patriotes et d'eux-mêmes comme ayant le monopole du patriotisme en France et en Europe. La réalité, c'est que toutes celles et ceux qui veulent affaiblir et vassaliser l'Europe, souhaitent en fait la victoire de Marine Le Pen. Regardez dans le monde, tous ceux qui veulent la fin de l'Europe ont choisi leur candidate et la favorisent autant qu'ils le peuvent, que ce soit par leur algorithme, par leur opération de déstabilisation. Ils veulent vraiment qu'elle gagne. Parce que dans le jeu domino en cours où les dominés chutent les uns après les autres en s'entraînant les uns dans la chute des autres, le prochain domino qui pourrait basculer, c'est la France. Et si la France bascule, c'est l'Europe qui vacille et l'Europe, il y a en termes de masse critique, à peu près plus que ça qui tient debout et qui peut venir perturber le jeu des deux empires que je cite depuis tout à l'heure. Et donc c'est finalement pour moi l'extrême droite, une cinquième colonne, une cinquième colonne au service de puissance étrangère qui ne nous veille pas du bien et qui déstabilise le jeu du c-ur même de nos institutions et de nos élections. Et c'est pour ça que vous pouvez compter sur nous pour mener cette bataille pour l'écologie et pour l'union jusqu'au bout. Et puis le troisième point sur lequel je voulais insister, le troisième message clé, c'est notre promesse écologiste pour l'Europe, notre promesse écologiste d'un nouvel horizon européen. C'est un projet d'ailleurs que l'on porte depuis longtemps et un projet qui se concrétise par le fait de vouloir faire de l'Europe une

puissance écologique, une puissance sociale et une puissance démocratique. Pour rappel, sans notre dépendance aux importations, je vais commencer par vous parler de la puissance écologique, mais sans notre dépendance aux importations de gaz et de pétrole, l'Union européenne serait largement excédentaire commercialement. Elle est très importatrice, vous le savez, des dures cabures et de gaz et donc elle se retrouve en situation de débiteur stratégique, c'est -à -dire qu'elle est contrainte de financer par sa consommation des régimes dont pourtant on conteste et même on combat les agissements en quotidien. Et elle est contrainte, c'est parce qu'on est en situation de surendettement climatique, donc on vit à crédit sur la planète, mais on expose aussi nos ménages, c'est -à -dire que du fait d'être débiteur stratégique, on expose nos ménages à une volatilité qu'aucun, c'est un grand débat en France en ce moment, la matinale des France Inter, j'ai encore fait la moitié de l'émission là -dessus, aucun bouclier tarifaire pourra durablement contenir ce à quoi on expose les ménages par la volatilité des marchés énergétiques et notre dépendance. Et donc c'est primordial qu'on arrête, je dis on, évidemment pas nous, d'opposer transition écologique et sécurité. La transition écologique c'est pas un luxe pourtant calme, c'est pas un truc qu'on pourrait dire, bon bah là on a le temps donc on va vraiment s'occuper de la transition, c'est justement parce qu'on a des problèmes de sécurité que c'est encore plus urgent et pas que d'un point de vue climatique, c'est un pilier indispensable pour nous de notre politique de sécurité. Plus on électrifie, plus on investit dans le renouvelable, dans les réseaux, dans la rénovation, dans les transports collectifs, moins on finance des régimes autoritaires et moins on est exposé au chantage géopolitique. Je me rappelle d'ailleurs d'une très belle campagne au début du conflit ukrainien du parti vert européen, beaucoup de militants français ont encore chez eux dans tous les locaux des Verts qui disaient isoler nos maisons, isolons Poutine. Et c'est indispensable de comprendre que la transition, puisque c'est un enjeu... de sécurité, même ceux qui ne s'intéressent pas à l'écologie devaient pouvoir s'en préoccuper. Mais si on veut que cette transition ait lieu, en fait, elle doit forcément être juste. Sinon, elle ne sera pas acceptable et sinon elle n'aura juste pas lieu. C'est un des grands débats qu'on avait eu avec Inriko, l'État. Les mesures écologistes, elles doivent vraiment être immédiatement tangibles dans la vie des gens. Je dis souvent d'ailleurs qu'il n'y a rien de pire que de l'écologie qui n'est pas faite par les écologistes. Parce que ceux qui pensent faire des mesures environnementales ou de contrainte sans avoir compris les bases de l'écologie populaire, c'est -à -dire qu'une mesure, elle ne peut pas demander des mêmes efforts à des personnes qui n'ont ni les mêmes ressources, ni les mêmes responsabilités dans le problème, ni les mêmes alternatives. Et ça vaut à peu près pour toute politique publique et environnementale. Et tant qu'on n'a pas compris ça, on est à côté de la plaque. Et du coup, il faut à la fois des mesures qui soient très tangibles tout de suite dans la vie des gens, sur une baisse de leurs factures, sur des logements mieux isolés, sur des transports plus simples, sur une alimentation plus saine ou des emplois locaux réels, qui puissent s'occuper pour sortir du chômage, eh bien ça ne peut pas marcher. Tant qu'on demande des efforts à des ménages pendant qu'on continue à protéger les rentes, les rentes fossiles notamment, eh ben on fabrique du ressentiment et ça ne pourra pas bien se terminer. Et à un moment, il va falloir assumer un conflit politique avec les intérêts qui vivent de notre surendettement climatique. Il y a des lobbies, il y a des habitudes administratives, il y a des États qui vivent de cette économie -là. Et il y a aussi une forme de lâcheté collective parce qu'on veut les bénéfices de la transition, mais sans affronter ceux qui ont tout intérêt à l'empêcher. Et le discours de Sola Vandermeijen aujourd'hui est très représentatif de ça. C'est -à -dire qu'elle parle d'un été catastrophique, elle mentionne les 660 000 hectares brûlés, les 35 000 morts des vagues de chaleur, mais à aucun moment elle ne parle par exemple d'une contribution obligatoire des compagnies pétrolières. À aucun moment même elle nomme des responsables, finalement. Donc il manque toute une partie à ce discours et du coup, elle se contente d'un discours sur l'adaptation qui par ailleurs est très insuffisant, mais elle n'adresse pas directement la crise climatique que l'on vit. Et tout ça, en fait, à la fin, c'est une question de liberté. La sortie des fossiles, c'est pas juste un impératif climatique, c'est une question de liberté, de liberté

face aux autocraties, face aux rentes et face à la vie chère. Alors, Europe écologique, Europe sociale, j 'ai commencé à en parler parce que, comme je vous le dis, c 'est très lié. Dans un contexte européen, il n 'y a que la justice sociale et fiscale qui peuvent permettre un sursaut européen et des sceaux fédéraux pour nous défendre. Et c 'est aussi indispensable au consentement du peuple européen à continuer à porter cette idéale d 'Union européenne. L 'acte unique de Jacques Delors, qui date de 1986, mon année de naissance, devait être suivi par un pacte social européen. Et spoiler alert, j 'ai eu 40 ans la semaine dernière. Ce pacte social n 'a toujours pas vu le jour. Et on voit bien qu 'on souffre aujourd 'hui de ce déséquilibre dans le consentement des peuples à continuer, dans l 'envie d 'Europe chez certains. Et c 'est un vrai enjeu auquel il faut remédier en faisant du marché unique un outil de développement social -écologique combiné à un véritable projet d 'émancipation européenne. Les écologistes sont favorables à un budget européen renforcé avec une plus grande contribution des Etats et des ressources propres. J 'ai vu que notre Premier ministre avait plaidé l 'inverse il y a quelques heures. Et dans notre programme, ce fameux 10 % de mesures qui visent l 'Europe, on revendique d 'augmenter les moyens budgétaires de l 'Union européenne pour atteindre 2 % du PIB en 2035 et 5 % du PIB en 2050. On propose aussi des ressources fiscales propres pour l 'Union européenne, des ressources fiscales dédiées au budget communautaire, avec par exemple un renforcement des mécanismes d 'ajustement carbone aux frontières, une taxation des grandes entreprises technologiques, une taxe sur les déchets électroniques et puis la mise en commun d 'une taxe sur les entreprises qui réalisent plus de 100 millions de chiffres d 'affaires. On propose aussi de créer un emprunt commun pour les investissements de long terme, qu 'on appellerait les grands travaux européens écologiques, comme par exemple l 'intégration ferroviaire, l 'intégration énergétique, le numérique, l 'adaptation des régions aussi les plus exposées aux changements climatiques ou le doublement des moyens de recherche scientifique et d 'innovation. On en avait aussi beaucoup parlé avec Enrico Letta. Et puis un sujet qui me tient à c-ur, c 'est qu 'il faut progressivement aller vers un État -providence européen, parce que sans convergence sociale vers le haut, avec une harmonie d 'énormes sociales du droit du travail, l 'Europe se gripera. Je vais dire la phrase suivante en regardant Mounir, c 'est qu 'on peut même aller jusqu 'à des minima sociaux européens et qu 'on devrait même le faire, qu 'on doit faire naître un service public unique pour flécher les aides européennes et créer même un bourgeon de sécurité sociale et écologique européenne. Mais troisième pilier, l 'Europe sociale, elle ne pourra pas se faire sans une Europe plus démocratique. Et là aussi, on a un certain nombre de mesures que l 'on portera comme la création d 'un droit d 'initiative parlementaire. En fait, tout ça, ça vise à renforcer le rôle du Parlement européen, partager la décision sur les politiques extérieures entre le Conseil européen et le Parlement européen. Et on veut aussi que le Parlement européen porte de longues dates, un peu seules souvent, mais avec beaucoup de détermination. On veut que ce Parlement européen soit élu sur la base de liste transnationale, ce qui permettrait de renforcer la coordination nationale qu 'on appelle de nos vœux et de sortir de la morgue nationaliste et souverainiste que je déplore, je le dis, à gauche comme à droite. En conclusion, et en tant que candidate à la présidentielle française écologiste, on souhaitait ainsi sur le saut fédéral que les écologistes demandent depuis longtemps à l 'Europe, parce que si l 'Europe est divisée, c 'est qu 'elle a été incapable jusqu 'à aujourd 'hui d 'affirmer qu 'il existe un peuple européen en capacité de gouverner et on a besoin d 'élections communes, d 'un engagement clair, de gestes forts. Et c 'est pourquoi, comme écologistes, on prend l 'abandon de la règle de l 'unanimité pour adopter une majorité qualifiée en matière de protection des droits fondamentaux, de protection sociale, d 'intégration fiscale européenne et aussi concernant la politique étrangère et de sécurité commune. Les nationalistes évidemment crieront à la trahison et à l 'abandon de la souveraineté, et bien qu 'ils le fassent. La réalité, c 'est que penser la souveraineté de la France en dehors de l 'Europe, ce n 'est qu 'une illusion. Alors ils sont libres d 'y croire, mais ça n 'en fera pas une réalité pour autant. Seule la France, elle ne pourra pas s 'opposer aux multinationales numériques états -uniennes. Seule la France, elle ne pourra pas suivre le rythme de

la course technologique. Seule la France, elle n'est pas en capacité de défendre ses alliés et donc de compter sur eux si elle est en danger. Seule la France ne pourra pas lutter efficacement contre la déforestation, l'effondrement et la biodiversité et les changements climatiques. Et seule, je rappelle que la France a déjà du mal à lutter contre ces feux de forêt. Donc je ne vois pas comment elle pourrait être souveraine dans un monde en feu. Voilà ce qu'on est venu vous dire. On veut une Europe fédérale comme seul horizon possible de notre souveraineté, de notre capacité à choisir notre mode de vie, de notre capacité à protéger la population contre les crises, à choisir en toute autonomie nos alliés et à reprendre la main sur l'économie. Alors une partie de la gauche ne sera peut-être pas d'accord avec notre vision de l'Europe fédérale, mais pourtant c'est à elle de porter ce combat dans l'élection qui vient, dans le débat public. Moi, je refuse qu'on laisse l'Europe aux libéraux bornés ou aux nationalistes violents. Les peuples ont montré l'envie d'une Europe plus sociale, plus progressiste, plus écologiste. Et il nous faut porter ce combat pour l'Europe avec fierté et détermination, parce que soyons clairs, personne ne le fera à notre place. Donc voilà ce que je voulais vous apporter comme message. On a deux périls existentiels pour l'Europe et pour la France. Effondrement climatique et le péril de la montée du fascisme, de l'extrême droite partout sur le continent qui peut l'emporter. Et pour ça, on a deux solutions. Pour l'écologie et pour l'Union, qui est exactement la campagne qu'on est en train de mener en France. On ne pense à aucun moment que ce sera simple, mais on est là et on fera partie de la solution, du chemin de victoire qu'on essaie de construire pour que ça se termine bien, et que ça se termine bien pour la France et donc pour l'Europe. Merci.

(Résumé automatique impossible : Aucun modèle disponible pour l'instant (tous épuisés ou en panne)).

Groq : indispo ~6min

SambaNova : occupé 5s

Mistral : occupé 5s

Cloudflare : · texte intégral ci-dessus)